SciencesPo
CEVIPOF

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

LA NOTE / #28 / vague 9

Janvier 2017

LES FONCTIONNAIRES FACE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2017 (ÉTUDE N° 3)

L'analyse des intentions de vote des fonctionnaires en décembre 2016 montre que la droitisation de l'électorat fonctionnaire s'inscrit dans la longue durée. Cette droitisation joue davantage au profit des candidats de la droite parlementaire et du centre qu'au profit du Front national bien que ce dernier se soit fortement ancré dans les services publics. Le programme très libéral de François Fillon en matière de fonction publique ne semble pas avoir jeté les fonctionnaires dans les bras des candidats de gauche. Cette évolution s'inscrit dans la perspective d'une demande générale d'autorité mais aussi de la crise sociale qui secoue la fonction publique la plus modeste. On peut donc penser que ce glissement électoral repose plus sur des considérations politiques que sur des considérations purement professionnelles.

Méthodologie : Les résultats reposent sur les vagues 1, 2, 3, 4 et 9 de l'Enquête électorale française, réalisées entre le 14 novembre et le 29 novembre 2015, le 22 janvier et le 2 février 2016, le 11 mars et le 20 mars 2016, le 13 mai et le 23 mai 2016 puis entre le 2 et le 8 décembre 2016 auprès de 23 061, 21 385, 21 326, 19 455 et 18 013 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Luc Rouban

Cette note constitue le troisième volet d'un suivi régulier des intentions de vote des fonctionnaires pour l'élection présidentielle de 2017.

En mai 2016, la vague 4 de l'Enquête électorale française nous apprenait que 41% des salariés du public (en suffrages exprimés) contre 31% des salariés du privé voteraient pour un candidat de gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. En décembre 2016, ces chiffres sont à réviser sérieusement à la baisse puisque les salariés du public voteraient pour un candidat de gauche entre 29% et 39,5% en fonction de l'offre de candidature alors que les salariés du privé se situeraient entre 22% et 30%. Les candidats du centre (en y incluant Emmanuel Macron) et de la droite réuniraient entre 39% et 49% des suffrages du secteur public (entre 46% et 54% dans le secteur privé) alors que Marine Le Pen verrait sa position s'effriter entre 21% et 22% (entre 23% et 24% dans le privé). La droitisation de l'électorat se poursuit au profit de la droite parlementaire et du centre et au détriment du Front national. Quelle que soit l'hypothèse, les agents publics restent davantage ancrés à gauche que les salariés du secteur privé. Néanmoins, l'offre politique a été bouleversée par la candidature d'Emmanuel Macron, le retrait de François Hollande et la victoire surprise de François Fillon à la primaire de la droite et du centre.

Les propositions très libérales de ce dernier (suppression de 500 000 emplois de fonctionnaires pendant le quinquennat, passage aux 39 heures payées 37 heures, alignement des régimes de retraite des fonctionnaires sur celui des salariés du privé) posent la question de savoir si les fonctionnaires n'allaient pas se réorienter à gauche. La réponse est négative, même si son amplitude dépend de l'offre politique socialiste et centriste.

I - Les effets de l'offre politique socialiste et centriste

Les intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 sont très dépendantes de l'hypothèse de candidature retenue au centre, notamment de celle ou non de François Bayrou, comme de la personnalité qui peut émerger de la primaire de la gauche. Toute une partie de l'électorat qui se situe au centre gauche ou au centre droit peut ainsi glisser soit vers la gauche soit vers la droite en fonction des personnalités présentes et des options politiques dont elles sont porteuses et cela que ce soit au sein du secteur privé comme du secteur public. On remarque donc que :

- l'ensemble des candidats de gauche obtient le meilleur score dans le secteur public dans l'hypothèse où Manuel Valls serait candidat en l'absence d'une candidature de François Bayrou ;
- le résultat le plus faible pour l'ensemble des candidats de la gauche serait obtenu dans le secteur public dans l'hypothèse où Arnaud Montebourg représenterait le Parti socialiste et où François Bayrou serait candidat ;
- le jeu du positionnement au centre ferait qu'Emmanuel Macron obtiendrait son meilleur résultat, dans le secteur public comme dans le secteur privé, dans l'hypothèse où Arnaud Montebourg serait candidat en l'absence de François Bayrou, ce qui créerait une situation très clivée à gauche ;
- c'est dans cette dernière hypothèse que François Fillon comme Marine Le Pen seraient au plus haut dans les deux secteurs ;
- le résultat de Jean-Luc Mélenchon, qui reste toujours meilleur dans le secteur public que dans le secteur privé, reste indépendant de l'offre politique socialiste et centriste ;
- le résultat potentiel d'Arnaud Montebourg reste toujours plus bas que celui que pourrait obtenir Manuel Valls ;
- le résultat d'Emmanuel Macron serait toujours supérieur à celui de François Bayrou surtout dans une hypothèse de candidature socialiste d'Arnaud Montebourg puisqu'Emmanuel Macron récupèrerait alors une partie des électeurs sociaux-démocrates ;
- quelles que soient les hypothèses, Marine Le Pen arriverait en tête du premier tour dans le secteur public devant François Fillon qui se situe toujours à environ 5 points au-dessus du meilleur candidat de gauche, cette place étant fortement disputée entre Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls ;
- quelles que soient les hypothèses, les intentions de vote en faveur de Manuel Valls sont encore plus basses en décembre 2016 que celles enregistrées en mai 2016 en faveur de François Hollande, avec une perte d'attractivité du candidat socialiste variant selon les fonctions publiques de 2 à 3 points en moyenne.

Tableau 1 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par secteur salarié et selon les hypothèses de candidature, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 9

Hypothèses :	M. Valls avec F. Bayrou		M. Valls sans F. Bayrou		A. Montebourg avec F. Bayrou		A. Montebourg sans F. Bayrou	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Tous candidats de gauche dont :	36,2	28	39,5	30	29,4	22	32,6	24,5
J.-L. Mélenchon	15,3	12	16,7	13,2	15,2	12,2	16	13
A. Montebourg	-	-	-	-	8,4	5	10	6
M. Valls	15,3	11	16,5	11,5	-	-	-	-
Tous candidats de la droite et du centre dont :	43	48,7	38,8	46,2	49	54,4	45	51
F. Bayrou	8	7,3	-	-	9	8,2	-	-
F. Fillon	18,8	25	20	27,2	19,3	26,3	21	28,3
E. Macron	13,7	14,2	16,2	16,5	18,3	17,7	21,4	20
M. Le Pen	20,7	23,3	21,6	23,6	21,4	23,4	22,2	24,2

II - L'hypothèse d'une candidature de Manuel Valls et d'une candidature de François Bayrou

L'étude plus précise des fonctionnaires sera faite ici sur la base d'une hypothèse de candidature socialiste de Manuel Valls. Si l'on part de l'hypothèse d'une candidature de François Bayrou, on peut observer certaines grandes tendances par fonction publique :

- Marine Le Pen obtient toujours ses meilleurs résultats dans la fonction publique hospitalière (FPH), ce qui confirme les analyses menées depuis le début de l'enquête ;
- François Fillon obtient de très bons résultats dans les trois fonctions publiques et surtout, là encore, dans la FPH, malgré ses propositions concernant la réforme de la fonction publique ou de la sécurité sociale ;
- Manuel Valls obtiendrait ses meilleurs résultats dans la fonction publique de l'État (FPE) alors que Jean-Luc Mélenchon les obtiendrait dans la fonction publique territoriale (FPT).

En termes de dynamique électorale, et bien que l'offre politique ait été bouleversée, on remarque que Jean-Luc Mélenchon continue de progresser dans les trois fonctions publiques puisqu'il obtenait lors de la vague 4 (mai 2016) 14% des suffrages de la FPE, 14,6% de ceux de la FPT, 13,8% de ceux de la FPH et 14,5% auprès des agents des entreprises publiques. En revanche, les résultats de Marine Le Pen étaient plus élevés en mai 2016 puisqu'elle obtenait 22,5% des suffrages dans la FPE, 23% dans la FPT, 25,6% dans la FPH et 29,4% dans les entreprises publiques. Il semble donc que la candidature de François Fillon ait exercé une certaine attraction sur son électorat.

Tableau 2 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par fonction publique, hypothèse de candidature PS de Manuel Valls avec la candidature de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 9

	FPE	FPT	FPH	Entreprises publiques	Ensemble électorat
N. Arthaud	0,8	1,5	0,6	0,7	1
Ph. Poutou	1	1,5	1	0,8	1
J.-L. Mélenchon	15	17	15,5	14,8	13,2
Y. Jadot	3,7	3	2,8	2,8	2,8
M. Valls	17,2	15	11,3	13,7	12
E. Macron	13,5	14,2	15,7	12,8	14
F. Bayrou	9,5	7,5	7,4	6,3	7,4
F. Fillon	18	18	21,3	19,5	23,5
N. Dupont-Aignan	2,4	2,4	2,5	2,5	2,3
M. Le Pen	18,5	19,4	21,5	25,4	22
N	2 383	888	530	1 230	16 003

Note : on écarte des calculs Jacques Cheminade dont le score oscille entre 0,1% et 0,2% des suffrages exprimés comme Sylvia Pinel qui a décidé depuis la mise en œuvre de la vague 9 de rejoindre la primaire de la gauche.

L'analyse par secteur montre notamment que la candidature de Jean-Luc Mélenchon progresse dans le monde enseignant, puisqu'il y obtenait 17% d'intentions de vote en mai 2016. Les candidats centristes (François Bayrou et Emmanuel Macron) attirent à eux deux environ le quart de leurs suffrages et François Fillon plus de 17%, ce qui peut être interprété comme un mouvement d'abandon assez marqué de la gauche dont l'ensemble des candidats n'obtiennent plus que 48% des intentions de vote des enseignants contre 56% en mai 2016 (dans le cadre d'une hypothèse de candidature d'Alain Juppé). Marine Le Pen perd dans le même temps 5 points chez les policiers et les militaires. L'analyse montre que François Fillon fait mieux chez eux que Nicolas Sarkozy (qui obtenait 21%), dont la politique de réduction des effectifs leur a laissé de mauvais souvenirs, mais moins qu'Alain Juppé (34,8%) qui agrégeait alors des voix qui se sont réparties depuis sur Emmanuel Macron voire sur François Bayrou.

Tableau 3 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par métier et secteur, hypothèse de candidature PS de Manuel Valls avec la candidature de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vagues 2 et 4

	Enseignants	Policiers et militaires	Salariés du privé
N. Arthaud	1	0	1,2
Ph. Poutou	1	0,3	1,2
J.-L. Mélenchon	19	3	12
Y. Jadot	5,8	1	2,4
M. Valls	21	4,7	11
E. Macron	13,4	7,7	14,2
F. Bayrou	12,5	5,5	7,3
F. Fillon	17,6	27,5	25
N. Dupont-Aignan	1,7	3,6	2,3
M. Le Pen	6,6	46,3	23,3
N	1 040	363	7 598

Note : les « enseignants » représentent ici l'ensemble du monde enseignant comprenant les enseignants du second degré et du supérieur mais aussi les directeurs d'établissement.

L'analyse par catégorie confirme le différentiel important entre le potentiel électoral de Marine Le Pen au sein de la catégorie A et celui qu'elle a au sein de la catégorie C. On peut également remarquer la forte droitisation des cadres A de la fonction publique hors enseignement où l'ensemble des candidats de droite et du FN obtiennent un total de 48,5% sans Emmanuel Macron mais de 66% si on l'inclut dans le groupe.

Tableau 4 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par catégorie, hypothèse de candidature PS de Manuel Valls avec la candidature de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 9

	Catégorie A	Catégorie A hors enseignement	Catégorie B	Catégorie C
N. Arthaud	1	0,8	0,7	1
Ph. Poutou	1	1	1,7	1,2
J.-L. Mélenchon	16	13	15	15,3
Y. Jadot	4,6	3,6	4	2
M. Valls	19	15,2	15,8	12,7
E. Macron	15,6	17,5	12,6	13
F. Bayrou	11,5	9	6,6	7
F. Fillon	18,2	20,8	19,2	18,6
N. Dupont-Aignan	2,3	2,7	2,6	2,5
M. Le Pen	10,7	16	21,3	26,4
N	1 551	741	698	1 544

III - L'hypothèse d'une candidature de Manuel Valls en l'absence de François Bayrou

Dans cette hypothèse, qui est sans doute la plus vraisemblable, on observe que l'absence de François Bayrou profite mécaniquement à Emmanuel Macron mais aussi à Manuel Valls comme à François Fillon et même à Jean-Luc Mélenchon, ces transferts de voix s'expliquant par la nature composite de l'électorat de François Bayrou dont une partie est plutôt de droite, l'autre plutôt de gauche et une troisième motivée par des considérations professionnelles, ce qui est le cas des enseignants qui l'ont toujours beaucoup apprécié. Le test peut être fait en écartant ces derniers des calculs : les transferts de voix au sein de la FPE s'effectuent alors sur les candidats de droite. On remarque également que François Fillon et Marine Le Pen sont *ex aequo* pour la première place du premier tour dans la FPE et la FPH et que Manuel Valls n'arrive en troisième position que dans la FPE alors qu'il est quatrième dans la FPT derrière Jean-Luc Mélenchon et cinquième dans la FPH, ce qui peut constituer une certaine évaluation de la politique sanitaire menée depuis 2012.

Tableau 5 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par fonction publique, hypothèse de candidature PS de Manuel Valls en l'absence de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 9

	FPE	FPT	FPH	Entreprises publiques	Ensemble électorat
N. Arthaud	1	1,7	1	0,7	1
Ph. Poutou	1	1,7	1,3	0,8	1,2
J.-L. Mélenchon	16,7	18	16,8	15,7	14,4
Y. Jadot	4	3,4	3,4	3,2	3,2
M. Valls	18,3	17,3	12,4	14	12,7
E. Macron	16,5	15,4	17,4	15,7	16,4
F. Fillon	19,6	18,5	22	20,8	25,2
N. Dupont-Aignan	2,7	2,5	3	2,4	2,5
M. Le Pen	19,5	20,8	22	26	22,8

La répartition des intentions de vote par métiers montre le même phénomène. On peut alors observer que les enseignants constituent encore le noyau dur de l'électorat socialiste alors même que Jean-Luc Mélenchon obtient des résultats particulièrement hauts. Il semble bien que seul le milieu enseignant réagisse assez fortement à la candidature de François Fillon qui y obtient à peu près la moitié des voix que pouvait obtenir Alain Juppé en mai 2016 (31%), une partie de son électorat potentiel s'étant porté sur Emmanuel Macron.

La concurrence électorale entre François Fillon et Marine Le Pen semble par ailleurs s'organiser chez les policiers et les militaires. On pourra noter que les seuls policiers préfèrent Marine Le Pen à hauteur de 52% contre 27,6% pour François Fillon alors que les chiffres s'équilibrent davantage chez les militaires et les gendarmes avec des intentions de vote de 44% pour la candidate du FN et 30,3% pour le candidat de LR. Ces écarts se resserrent cependant si l'on ne prend en compte que les seuls actifs puisque les policiers choisiraient alors Marine Le Pen à proportion de 60% (contre 22% François Fillon) alors que les militaires opteraient pour la première à concurrence de 48% contre 18% pour François Fillon et 14% pour Emmanuel Macron. Ces dernière données sont néanmoins à prendre avec précaution car elles portent sur des effectifs réduits d'une centaine d'enquêtés à chaque fois.

Tableau 6 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par métier et secteur, hypothèse de candidature PS de Manuel Valls en l'absence de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 9

	Enseignants	Policiers et militaires	Salariés du privé
N. Arthaud	1	0	1,2
Ph. Poutou	1	0,3	1,2
J.-L. Mélenchon	21,6	3,3	13,2
Y. Jadot	6,6	1,4	2,7
M. Valls	22,2	5,3	11,5
E. Macron	17,5	9	16,5
F. Fillon	19,6	29,4	27,2
N. Dupont-Aignan	2,3	4	2,5
M. Le Pen	7,6	46,8	23,6

L'analyse par catégorie montre que l'absence de François Bayrou profiterait surtout à Emmanuel Macron dans la catégorie A. L'analyse plus détaillée par fonction publique montre que :

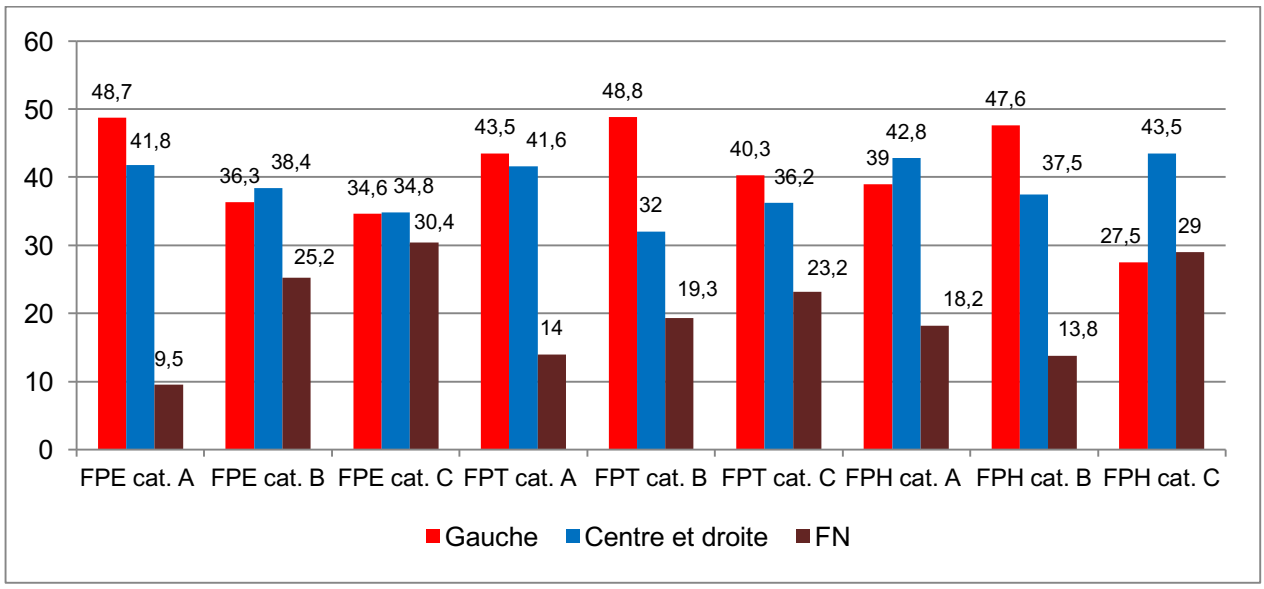
- François Fillon obtient ses meilleurs résultats dans les catégories B et C de la FPH avec respectivement 25% et 22,7% des intentions de vote et son résultat le plus bas dans la catégorie B de la FPT avec 14% ;
- Emmanuel Macron obtient ses meilleurs résultats chez les cadres notamment dans la catégorie A de la FPE et de la FPT avec respectivement 19,2% et 20,2% des intentions de vote. Ses résultats les plus bas sont obtenus chez les employés, notamment dans la catégorie C de la FPE et de la FPT avec dans les deux cas 13,7% d'intentions de vote ;
- Manuel Valls obtient son meilleur score dans la catégorie A de la FPE avec 22,2% d'intentions de vote et son résultat le plus modeste dans la catégorie C de la FPH avec 10% ;
- Jean-Luc Mélenchon atteint son plus haut niveau dans la catégorie B de la FPH avec 21,3% d'intentions de vote et son niveau le plus bas dans la catégorie C de cette même FPH avec 13,7% des intentions de vote, ce qui en dit long sur l'homogénéité des valeurs au sein du système de santé publique ;
- Marine Le Pen est à son plus haut niveau dans la catégorie C de la FPE et de la FPH avec respectivement 30,4% et 29% d'intentions de vote. Son étiage le plus bas est atteint dans la catégorie A de la FPE avec 9,5% d'intentions de vote.

Tableau 7 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par catégorie, hypothèse de candidature PS de Manuel Valls en l'absence de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 9

	Catégorie A	Catégorie A hors enseignement	Catégorie B	Catégorie C
N. Arthaud	1	1	0,6	1,6
Ph. Poutou	1,2	1,5	1,7	1
J.-L. Mélenchon	18,2	14,5	16,2	16,3
Y. Jadot	5,2	4	4,8	2
M. Valls	20,5	17	17	14,3
E. Macron	19,4	20,7	14,3	14,3
F. Fillon	19,8	21,7	19,8	19,6
N. Dupont-Aignan	2,7	3	2,6	2,7
M. Le Pen	11,3	16,2	22,4	27,6

Le graphique 1 donne une vue d'ensemble des rapports de force entre l'ensemble des candidatures de gauche, du centre et de la droite (auxquelles on affecte Emmanuel Macron) et du Front national au sein des trois fonctions publiques en fonction de la catégorie professionnelle.

Graphique 1 : Répartition des intentions de vote par grande orientation politique dans chaque fonction publique et par catégorie (%)



IV - Les transferts de voix au sein des électorats entre mai et décembre 2016

Pour mieux comprendre les phénomènes de reclassement qu'ont produits les changements de l'offre électorale, on peut mesurer les trajectoires électorales des fonctionnaires entre la vague 4 de mai 2016 et la vague 9 de décembre 2016 sur une base panélisée ne sélectionnant que les enquêtés qui ont répondu aux deux vagues.

Si l'on examine les fonctionnaires de catégorie A, on voit que l'électorat de François Fillon provient à 83% de l'électorat potentiel d'Alain Juppé, à 7% de celui de Marine Le Pen et à 6% de celui de François Dupont-Aignan[1]. L'électorat d'Emmanuel Macron provient d'abord à 42% de celui d'Alain Juppé, à 37% de celui de François Hollande, à 6% de celui de Jean-Mélenchon et à 6% également de celui de Cécile Duflot mais aussi à 4% de celui de François Dupont-Aignan et à 4% de celui de Marine Le Pen. L'électorat de Manuel Valls provient de l'héritage électoral de François Hollande à concurrence de 63%, suivi par celui d'Alain Juppé à 21% puis celui de Jean-Mélenchon à 8% et celui de Cécile Duflot à 6%.

Par comparaison, qu'en est-il dans la catégorie C ? L'électorat de François Fillon est à 77% celui d'Alain Juppé, à 13% celui de Marine Le Pen et à 6% celui de François Dupont-Aignan. L'électorat d'Emmanuel Macron est à 45% celui d'Alain Juppé, à 32% celui de François Hollande, à 8% celui de Marine Le Pen, à 7% celui de Jean-Luc Mélenchon et à 4% celui de Cécile Duflot. L'électorat de Manuel Valls est à 65% celui de François Hollande, à 18% celui d'Alain Juppé et à 7% de Jean-Luc Mélenchon.

Conclusion

La droitisation de l'électorat fonctionnaire n'a pas été freinée par l'élection de François Fillon lors de la primaire de la droite et du centre. L'affaissement électoral du PS, qui se traduit par des résultats potentiels pour Manuel Valls inférieurs à ceux que pouvait obtenir François Hollande en mai 2016 s'accompagne d'une montée en force du potentiel électoral de Jean-Luc Mélenchon mais qui est loin de pouvoir compenser l'attractivité des candidats porteurs des valeurs de la droite conservatrice. Cette nouvelle orientation politique des fonctionnaires, qui n'épargne même pas les enseignants, ne doit cependant pas cacher les distorsions très puissantes qui séparent dans chaque fonction publique les cadres des employés sur le terrain des valeurs politiques. À ce titre, le Front national semble s'être durablement inscrit dans l'univers politique de la catégorie C même si François Fillon y joue désormais un rôle non négligeable.

Bibliographie et références documentaires

ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2017 (étude n° 2)*, CEVIPOF, Note n° 20, L'enquête électorale française : comprendre 2017, juin 2016.
http://www.enef.fr/les-notes/
ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2017 (étude n° 1)*, CEVIPOF, Note n° 14, L'enquête électorale française : comprendre 2017, mars 2016.
http://www.enef.fr/les-notes/
ROUBAN (Luc), *Le retour de l'autorité*, CEVIPOF, Note n° 10, L'enquête électorale française : comprendre 2017, février 2016.
http://www.enef.fr/les-notes/
ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires et le Front national*, CEVIPOF, Note n° 3, L'enquête électorale française : comprendre 2017, décembre 2015.
http://www.enef.fr/les-notes/

L'auteur
Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition
Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation
Marilyn Augé

[1] On retient ici l'hypothèse en vague 4 d'une candidature d'Alain Juppé en l'absence de François Bayrou.

L’Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L’Enquête électorale française, à l’instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d’ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu’en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l’influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.

www.enef.fr **cevipof.2017@sciencespo.fr** **www.cevipof.com**